

## ÉDITORIAL

La question des articulations à créer entre des savoirs théoriques et les savoirs d'action, et celle de la pertinence même de cette question restent centrales dans la formation des enseignants et leur professionnalisation. La revue *Recherche et Formation* s'est faite le témoin des différents travaux de recherches en ce domaine et de l'évolution des concepts dans les quinze dernières années.

De la notion de formation en alternance (et l'articulation théorie/pratique) à l'analyse de pratiques, de l'analyse de pratiques au « praticien réflexif », les modèles se sont affinés ; mais des questions posées dans plusieurs articles du numéro récent de *Recherche et Formation* sur le praticien réflexif (n° 36, 2001), montrent que la place des apports théoriques que nécessiterait cette pensée réflexive reste une question vive : « Il s'agit d'une reconceptualisation des situations » et différents auteurs montrent tout l'intérêt qu'il y a à concevoir cette reconceptualisation à la lumière de la tension dialectique entre concepts quotidiens et concepts scientifiques. Il semble donc particulièrement important de s'interroger aujourd'hui sur la place des « savoirs » théoriques, scientifiques (et quels savoirs?) dans les démarches de formation ; le débat, bien évidemment, n'est pas purement épistémologique mais est révélateur d'enjeux statutaires et institutionnels.

En effet, les sciences de l'éducation et plus largement les sciences sociales, dans le champ de la recherche, ont produit des savoirs sur l'école (psychologiques, sociologiques, économiques, didactiques, pédagogiques...) et la question leur est posée de l'opérationnalité de ces savoirs dans la formation et la pratique des enseignants.

S'appuyant sur les travaux de recherche d'une équipe de l'INRP, ce numéro propose de revisiter les articulations entre les différents champs et d'interroger la place, la fonction et les modalités que prennent les savoirs produits dans le champ de la recherche en sciences humaines dans les pratiques de formation et d'enseignement. Entre une conception rationaliste et globalisante selon laquelle il suffirait de travailler les produits de la recherche et les théories pour les exprimer en termes simples et une position où tout ne serait que réappropriation singulière, opportuniste et aléatoire par des sujets, il s'agit en fait de penser le passage de « savoirs » d'un champ social à un autre, passage qui n'est pas seulement régi par des principes épistémologiques, mais politiques, organisationnels, relationnels, praxéologiques et pratiques.

Ce numéro propose des réflexions sur le cadre théorique permettant d'interroger la « circulation des savoirs ».

Nous allons tout d'abord présenter l'historique de la recherche de l'équipe INRP qui est à l'origine de ce numéro.

Cet historique peut paraître long et minutieux au lecteur, mais, à la suite des travaux sur la sociologie de la connaissance, il s'inscrit dans la problématique de recherche de ce numéro qui tend à montrer que la recherche est aussi une pratique sociale, un champ professionnel et institutionnel, et ne se construit pas en dehors des personnes et des institutions.

### **Des questions posées à l'équipe de recherche INRP au numéro proposé : histoire d'un cheminement institutionnel (Jean-Louis Derouet)**

La recherche en éducation doit faire face à deux questions récurrentes : produit-elle des résultats positifs ? Et, si c'est le cas, ces résultats ont-ils une influence sur les politiques d'éducation, les conduites des acteurs, la vie des classes et des établissements ?

Ces questions ont trouvé un lieu de mise en forme, lorsque, en 1996, le directeur de l'INRP Jean-François Botrel a sollicité les directions pédagogiques du ministère de l'Éducation nationale pour qu'elles expriment leurs demandes vis-à-vis de l'établissement qu'il administrait. La direction de l'Enseignement supérieur souhaita que l'institut étudie la manière dont les résultats de la recherche étaient utilisés dans la pratique. Comme cette direction exerce la tutelle des IUFM, il est possible de penser que, lorsqu'elle parlait de pratique, il s'agissait autant des pratiques de formation que des pratiques d'enseignement. Les demandes recueillies par Jean-François Botrel ont été mises en œuvre par son successeur André Hussenet qui a lancé en 1998 un appel à coopération piloté par quatre des cinq départements de l'INRP : le département « Didactiques des disciplines », le département « Ressources et communication », le département « Technologies nouvelles et éducation » et le département « Politiques, pratiques et acteurs de l'éducation ». Cet appel a reçu des réponses nombreuses mais très hétérogènes aussi bien par les objets d'études proposés qu'en qualité. Certaines reprenaient les chemins bien balisés de la transposition didactique, d'autres proposaient des recompositions de champ plus innovantes mais aussi plus aventureuses, d'autres encore se situaient du côté de l'action. La direction de l'INRP ressemble, on le sait, au siège périlleux du conte. C'est donc Philippe Meirieu qui a examiné les réponses à l'appel à coopération lancé par André Hussenet. Il a constaté l'impossibilité de mettre immédiatement en place un dispositif de recherche, mais la question lui tenait à cœur, et il a avancé une proposition très généreuse : subventionner pendant l'année universitaire 1998-1999 un séminaire auquel seraient invités les responsables de la recherche de tous les IUFM et lui donner le

temps nécessaire pour construire un projet qui serait soumis au Conseil scientifique de l'institut. Le caractère incertain de l'entreprise a découragé plusieurs des directeurs de département qui avaient été intéressés par l'appel à coopération initial. Seul Jean-Claude Forquin et moi avons poursuivi le projet. En revanche, celui-ci a suscité l'intérêt de Jean-Louis Martinand, membre du Conseil scientifique de l'INRP. Nous avons donc, dans un premier temps, porté la responsabilité du séminaire. Nous avons ensuite été rejoints par Christiane Étévé puis par André Robert. Jean-Claude Forquin est parti en retraite, André Robert a retrouvé son poste à l'Université de Lyon II, le département « Ressources et communication » a disparu... Christiane Étévé est restée et nous avons reçu le renfort de Patrick Rayou dans le cadre de la mission « Transfert et valorisation des résultats de la recherche ». À côté de cette histoire chaotique un programme de recherche s'est mis en place qui a rencontré l'intérêt des IUFM. Une quinzaine de chercheurs a régulièrement suivi le travail (1).

L'originalité de notre programme (voir, dans ce numéro, mon article) a été de faire converger ces deux traditions et en même temps d'appliquer leurs concepts à des objets nouveaux. Cette convergence a produit des résultats. La connaissance a notablement progressé dans la compréhension de phénomènes bien connus comme le manque d'intérêt des enseignants pour la recherche. On peut maintenant dépasser le stade de la dénonciation et proposer de nouvelles formes de circulation des savoirs.

En revanche, le programme n'a fait qu'effleurer la question de la circulation entre les savoirs sociaux et les savoirs scolaires. La problématique se réfère à celle qui a été proposée par Durkheim au début du XX<sup>e</sup> siècle. Il existe une grille qui sélectionne parmi les multiples savoirs sociaux ceux qui sont susceptibles d'être enseignés par l'école, et cette grille change en fonction de l'état de la société et des projets qu'elle nourrit pour la socialisation de sa jeunesse. L'école actuelle hérite d'une conception curriculaire qui écarte de la culture scolaire les « savoirs chauds ». Cette grille est aujourd'hui remise en cause, et les instructions officielles demandent aux enseignants d'aborder des questions qui font débat dans la société mais ces demandes se développent au coup par coup alors qu'il faudra sans doute envisager une révision d'ensemble du projet curriculaire. Dans le cadre de la recherche, l'équipe d'Alain Legardez a étudié les rapports de l'école avec les savoirs qui concernent l'entreprise,

7

1 - René Amigues (IUFM d'Aix-Marseille), Annie de Cooman (IUFM de Besançon), Alain Dumon et Bernard Hostein (IUFM de Bordeaux), François Prost (IUFM de Caen), Bruno Garnier (IUFM de Corte), François Boluteau (ISPEF-Université de Lyon II), Françoise Laruelle (IUFM de Nancy-Metz), Dominique Comelli (Académie de Nantes), Pascal Politanski (IUFM de Strasbourg), Patrick Picouet (IUFM de Lille), Suzon Nadot et Claude Piard (IUFM de Versailles) et plusieurs ont pris des responsabilités : Patricia Tavignot (IUFM de Rouen), a coordonné l'étude sur la Formation générale et commune, Alain Legardez (IUFM d'Aix-Marseille) celle qui a porté sur l'enseignement de quelques questions « socialement vives » et Annette Gonnin-Bolo (IUFM de Nantes), celles qui ont concerné les mémoires professionnels.

celle de Patrick Picouet, l'enseignement de la notion de frontière, celle de Bruno Garnier, la constitution de la langue et culture corses comme discipline. Il ne s'agit là que de quelques coups de sonde qui ne font que révéler l'ampleur du problème. En même temps, la politique d'autonomie des établissements pose la question de l'adaptation du curriculum national aux conditions locales. Ces interrogations ont été reprises lors du colloque organisé par l'Université de Lyon II, « Les politiques des savoirs ». C'est sans doute un nouveau programme qui est à concevoir. Celui-ci sera développé dans le cadre de l'UMR « Éducation et Politiques » (« Les politiques des savoirs et des pratiques culturelles : la renégociation du rapport entre école et culture et entre savoirs vernaculaires et savoirs scolaires »). Il inspire aussi la constitution d'une jeune équipe qui réunit des chercheurs de l'INRP et des chercheurs des IUFM autour du thème « Le curriculum scolaire à l'épreuve du local et des populations à besoins spécifiques ».

Un autre point qui doit être travaillé est celui de l'opérationnalisation des résultats de la recherche. Il ne suffit pas d'avoir formulé la notion de reproblématisation. Il faudrait maintenant l'opérationnaliser en montrant comment un certain nombre de connaissances produites par les sciences sociales pourraient être reproblématisées afin d'être utilisées dans la formation des enseignants et des autres acteurs de l'éducation.

### **Le numéro 40: La « circulation des savoirs » produits dans le champ de la recherche** (Annette Gonnin-Bolo)

8

Un numéro avec cinq articles et un entretien paraît finalement bien court pour rendre compte des travaux produits dans l'équipe de recherche, mais représentent un premier essai de synthèse en marche. D'autres suivront: Patrick Rayou coordonne un numéro de la revue « Éducation et Sociétés » et Jean-Louis Martinand un numéro de la « Revue Française de Pédagogie » qui reprendront la même problématique.

Une publication dans la collection « Horizon pour la formation » (INRP), coordonnée par Jean-Pierre Benoit et Annette Gonnin-Bolo permettra de faire le point plus largement sur le mémoire professionnel.

### ***Un faible impact des travaux de recherche en éducation***

Dans le cadre de la mission « Transfert et valorisation des résultats de recherche en éducation » qui leur a été confiée à l'INRP, Christiane Étévé et Patrick Rayou interrogent et analysent les propos d'un certain nombre de personnalités du monde scientifique ayant (ou ayant eu) une position institutionnelle qui les ont amenés à préciser leur vision de ce que pouvait être ce « transfert » des connaissances et les obstacles qu'ils rencontrent. Tous les interlocuteurs reconnaissent que les résultats de la recherche en éducation ont du mal se diffuser et soulignent que les logiques de fonc-

tionnement des mondes de la recherche (où différentes formes de recherche seraient à distinguer) se construisent indépendamment des logiques de terrain, et sont « peu animées par la demande sociale » ; certes il faut sans doute penser une « ingénierie » de la formation qui prenne mieux en compte les apports de recherches et s'interroger sur les conditions de réception des résultats, mais aussi s'inspirer de dispositifs et d'exemples qui ont permis aux savoirs de « circuler » entre différents milieux ; plusieurs pistes sont proposées, mais un consensus se dégage sur la nécessité de penser le passage des savoirs autrement qu'en termes de transferts ou de diffusion.

### ***La notion de transfert est inappropriée***

La critique et l'abandon de la notion de transfert est sans doute une des dominantes de ce numéro ; Jean-Louis Derouet montre comment, dans la recherche INRP, la notion de transfert, restant dans un modèle applicationniste, est rapidement approuvée comme inadaptée : d'une part, la sphère académique n'est pas la seule à produire des savoirs, et d'autre part quand des savoirs passent d'un champ à un autre, ils se transforment ; il s'agit donc de comprendre comment les savoirs vont « circuler » entre différentes sphères ; le terme de « circulation des savoirs » devient le terme général permettant d'interroger et de penser différentes formes de passages de savoirs entre ces différents champs.

Jean-Louis Martinand, dans l'entretien avec Évelyne Burguière, insiste sur le caractère univoque de cette notion qui rappelle des modèles émetteur-récepteur ; mais il souligne la résistance de la notion de « demande de transfert », fondée sur une valorisation du savoir scientifique qui « tend à acquérir un statut de légitimité, de pré-éminence » ; la notion de transfert appelle des demandes de généralisation sans interroger véritablement la nature de ces « savoirs ».

Christiane Étévé et Patrick Rayou soulignent la multiplicité des enjeux et des finalités propres à chacun des acteurs et donc la difficulté à penser différentes formes de passages entre « eux ».

### ***La circulation des savoirs : approche sociologique et approche épistémologique*** (entre traduction et reproblématisation) (2)

Les approches présentées dans ce numéro adhèrent au postulat de la sociologie des sciences selon lequel la production du savoir est une activité inscrite dans le fonctionnement social et une pratique sociale ; mais la théorie de la « traduction » telle

2 - Christiane Étévé, n'a pu, pour des raisons de santé, terminer la rubrique « autour des mots « problématisation, dé-, re-... ». Nous le proposerons dans un autre numéro.

que l'ont développé M. Callon et B. Latour paraît insuffisante pour penser la complexité des « passages » des savoirs entre les différents champs.

En effet, la théorie de la traduction s'intéresse aux conditions sociales de passage des savoirs mais n'interroge pas sous l'angle épistémologique ce qui circule réellement : « Elle ne permet pas d'échapper au risque de substantialisation du savoir, d'attribution *a priori* de pertinence au savoir scientifique même hors contexte » (Jean-Louis Martinand), elle ignore également la nature du travail que font les « les passeurs ».

Jean-Louis Martinand et Jean-Louis Derouet développent en quoi la notion de reproblématisation leur paraît préférable : elle permet de prendre en compte la question du sens que prend un savoir dans différents contextes et désubstantialise le savoir en permettant de le déconstruire et reconstruire en fonction des acteurs et des contextes.

### ***La forme invisible des « savoirs »***

Le savoir reste un objet insaisissable ; si Bernard Rey, développe l'hypothèse du « texte » comme objet tangible et analysable dans la circulation des savoirs (sans l'identifier au savoir qui circule), Jean-Louis Martinand reste plus interrogateur sur le « savoir » qui circule et insiste, comme nous l'avons déjà dit, sur le risque de le substantialiser ; le savoir n'est pas seulement le texte, ce n'est pas non plus de l'information, et ce « savoir » reste à définir.

### ***Des circulations qui impliquent des « médiateurs »***

Bernard Rey, prenant l'exemple du conflit socio cognitif, analyse ce que signifie une « traduction » et comment se propage un « savoir » ; il montre le sens que prend ce concept dans le champ de la recherche et dans le champ de la formation en décrivant les transformations que cela implique dans le savoir même ; mais au-delà de cet exemple, il cherche des « constantes » dans la manière dont le savoir en éducation se propage et se modifie ; il propose une hypothèse « autour de la forme discursive et textuelle des savoirs issus de la recherche » et du rôle médiateur que va jouer le texte. En effet ce qui circule entre les deux champs c'est du « texte », « un texte fait d'énoncés, lesquels sont constitués des prédications entre concepts » ; « or, les concepts saisissent la réalité selon un ordre de discontinuité », ce passage par le texte institue un écart impossible à combler entre pratique de recherche et textes, puis entre textes et pratiques d'enseignement, « on passe de la continuité de l'action à la discontinuité des concepts ».

Annette Gonnin-Bolo analyse comment des formateurs d'IUFM vont se positionner comme médiateurs entre des savoirs produits dans le champ de la recherche et la formation des enseignants dans le travail du mémoire professionnel (travail considéré comme un analyseur de la circulation des savoirs) : au-delà des transactions

nécessaires dans chaque contexte institutionnel, elle propose une carte des positionnements possibles entre rapports aux savoirs et rapports à soi et à l'autre (« le contenu et la relation ») qui est une amorce du rôle des affects dans ce travail de « traduction ».

### **La fonction de ces « savoirs » ?**

Si pour Bernard Rey le « texte » (forme discursive du savoir) « offre au praticien, non pas des indications sur ce qu'il doit faire, mais un système de concepts susceptibles de renouveler le regard qu'il a sur les situations d'enseignement », pour Jean-Louis Martinand « "savoir", ou "savoir que", ou "savoir comment" n'entraîne par lui-même aucun changement de comportement, sauf lorsque ce savoir, ou plutôt sa quête participe à ce changement lui-même ».

Enfin, René Amigues, Carole Azoulay et Andrée Loigerot, se situant du côté de l'action analysent les mémoires professionnels afin « d'étudier la (ou les) forme(s) de rationalisation de l'expérience relatée présentée(s) dans le mémoire professionnel » et tentent « d'établir des rapports entre les "savoirs scientifiques" (présentés et validés par l'institution, par exemple des concepts fondamentaux et didactiques) et "les savoirs spontanés" mis en jeu dans l'institution vécue, pour reprendre une distinction Vygotskienne ». Tout en soulignant les limites du mémoire professionnel (liées au contexte institutionnel de formation), ils mettent en évidence (à la suite d'autres travaux sur le mémoire professionnel effectués dans le cadre de la recherche INRP) (3) que les savoirs utilisés « le sont pour définir les contenus des séances et leur déroulement mais qu'ils ne peuvent pas nourrir une réflexion suffisante » ; « le mémoire professionnel présente les savoirs comme moyen pour "instrumenter l'action" » ; il n'est pas lié, dans ce cadre, à un travail réflexif réel.

11

### **Des formes sociales nouvelles**

Il se dégage des différents articles un consensus sur le fait qu'il serait souhaitable que la recherche en sciences de l'éducation « passe » mieux dans le champ de l'enseignement et de la formation. Le problème est alors de penser des formes sociales qui permettent la circulation ; Patrick Rayou et Christiane Étévé proposent la notion d'« espace d'intéressement », Jean-Louis Derouet, « de forum hybride », Jean-Louis Martinand « de co-problématisation dans des actions-recherches » ; dans tous les cas il s'agit de la recherche de formes nouvelles permettant d'associer plus étroitement chercheurs, formateurs et enseignants.

3 - J.-P. Benoit, B. Hostein, F. Gomez, A. Gonnin-Bolo, P. Politanski, symposium « Le mémoire professionnel en IUFM », Congrès AECSE, Lille, 2001.

Ce numéro permet de mieux comprendre les obstacles à la circulation des savoirs entre la recherche et la formation, et – même si le rôle de la recherche dans la formation peut paraître une question ancienne – les réflexions nouvelles qu'il propose permettent de déplacer les problématiques en ouvrant de nouvelles pistes d'articulation entre Recherche et Formation.

Jean-Louis DEROUET  
Groupe d'études sociologiques, INRP  
Groupe de sociologie politique et morale, EHESS-CNRS

Annette GONNIN-BOLO  
Université de Nantes, CREN